

Communiqué de presse de l'Alliance climatique

Un triste « non » qui aggrave la crise climatique et affaiblit la Suisse

Genève, 13.06.2021. L'Alliance climatique regrette l'étroite majorité du Non à la loi révisée sur le CO2. Grâce à une stratégie de désinformation massive, le lobby pétrolier et l'UDC l'ont emporté aujourd'hui. Maintenant, une large coalition de volontaires est nécessaire afin de mettre la Suisse sur le cap de la protection du climat.

« Pour la Suisse et les populations du Sud, attendre sera risqué et coûteux. Le Non d'aujourd'hui à la loi sur le CO2 n'est pas un Non à l'urgence de la crise climatique, mais un Oui à une politique climatique efficace plus compréhensible pour tou·te·s » dit Yvonne Winteler, Co-Présidente de l'Alliance climatique et ajoute : « Nous portons la responsabilité d'une politique climatique efficace - aussi pour les générations futures. »

La loi sur le CO2 est un projet équilibré qui couvre presque tous les secteurs. Le résultat serré du vote est le fruit d'une campagne agressive de la part du lobby pétrolier. Le Non a été possible en utilisant des exemples extrêmes, de la désinformation et en partie même en jouant avec un faux expéditeur.

Merci aux bénévoles

L'Alliance climatique remercie les bénévoles, les groupes et les organisations qui se sont battus pour cette cause importante. L'avancée de la crise climatique exige désormais une action d'autant plus rapide et efficace pour que la Suisse puisse contribuer à atténuer le réchauffement climatique et remplir ses obligations dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat. Des réductions rapides et efficaces des émissions dans les secteurs du transport, du bâtiment et des finances, ainsi que des émissions importées, sont nécessaires et doivent venir intégrer la lutte pour la justice climatique.

Une large coalition d'organisations de la société civile, de municipalités, de cantons et d'entreprises durables doit à présent se former. Ceux qui ont combattu la loi doivent se mesurer à la primauté de la responsabilité individuelle et, comme dans l'exemple de Shell, être tenus responsables devant les tribunaux.

« Le temps d'agir est compté. La large alliance qui s'est formée autour de ce vote doit maintenant s'engager de toute urgence pour une protection cohérente du climat », déclare Christian Lüthi, directeur de l'Alliance climatique. Les prochaines mesures en ce qui concerne la politique climatique devront porter, entre autres, sur la place financière suisse, l'aviation et les émissions importées. « Dans ce contexte, l'Alliance climatique scrute déjà le lancement d'une initiative populaire pour une place financière respectueuse du climat. »

Contacts pour plus d'informations :

- Yvonne Winteler (F), co-présidente de l'Alliance climatique, 079 793 83 07, yvonne.winteler@alliance-climatique.ch
- Christian Lüthi (A/F), directeur de l'Alliance climatique, 076 580 44 99, christian.luethi@alliance-climatique.ch